Document generated on 08/12/2025 6:34 a.m.

Relations

RELATIONS

En bref

Number 765, June 2013

URI: https://id.erudit.org/iderudit/69312ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this document

(2013). En bref. *Relations*, (765), 38–38.

Tous droits réservés © Relations, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

OPÉRATION DROITS DEVANT

L'Opération Droits Devant, lancée en 2003 pour défendre les personnes victimes de profilage social et de judiciarisation, souligne cette année ses dix ans d'existence. Fondée par le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) et la Table de concertation jeunesse-itinérance du centre-ville, cette initiative a contribué à sensibiliser plusieurs acteurs des milieux politique, juridique et policier aux problèmes liés à la judiciarisation des personnes marginalisées. Malgré tout, le nombre de contraventions données à des sans-abris continue d'augmenter, rappelant la pertinence de l'Opération Droits Devant (lire à ce sujet C. Bellot et M.-È. Sylvestre, « La gestion pénale, une injustice de trop », *Relations*, nº 753, déc. 2011). Renseignements : <rapsim.org>.

MARIE DENISE DUBOIS

Après avoir consacré 40 ans de sa vie à la justice sociale en travaillant auprès des plus démunis au Chili, puis dans des zones rurales d'Amérique centrale, la religieuse québécoise Marie Denise Dubois, sœur de la Congrégation Notre-Dame, s'est éteinte à l'âge de 79 ans en mars dernier. Au Chili, elle aura entre autres œuvré à faire connaître les horreurs de la dictature de Pinochet. Elle connaîtra un deuxième coup d'État en 2009, au Honduras cette fois, où elle continua de venir en aide aux plus marginalisés malgré le climat de grande tension et de violence. Son abnégation, son courage et sa générosité avaient grandement impressionné Michel Chartrand, qui l'avait rencontrée à Santiago en 1972. Peu de temps avant sa mort en 2010, Chartrand lui écrivait d'ailleurs : « Ta généreuse persévérance à servir, engendrée par l'amour du prochain, durant toute une vie me réconcilierait avec Dieu et l'humanité si j'avais douté de la fraternité des humains. »

SOUVERAINETÉ POPULAIRE?

Après une tournée de consultations publiques à travers le Québec, tout au long de l'année 2012, les États généraux sur la souveraineté ont entamé leur deuxième phase le 6 avril dernier. Celle-ci verra la mise sur pied de trois chantiers dont le premier portera sur la souveraineté populaire et le pouvoir constituant. Il servira entre autres à définir les grands principes d'une constitution québécoise et d'une démarche constituante. Un deuxième chantier portera sur les leviers de développement (économique, régional, international, etc.) que donnerait au Québec l'accession à l'indépendance. Le dernier sera dédié à la création d'une « organisation de la société civile » chargée de faire la promotion de l'indépendance à l'échelle nationale. Renseignements : <etats-generaux-quebec.org>.

LE SPA DE L'ATSA

Du 10 au 15 juin, l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA) propose une nouvelle création qui promet de remettre en question notre rapport au confort. Le théâtre l'Espace Libre, à Montréal, prendra les allures d'un spa urbain pour les besoins de la cause, en proposant aux visiteurs une immersion caustique dans l'industrie de la détente. En déambulant dans ce « parcours théâtral balnéothérapeuthique » intitulé *Se mettre dans l'eau chaude*, le spectateur, placé au centre de l'œuvre, est appelé à s'interroger sur notre besoin de « décrocher », qui prend souvent le dessus sur notre conscience sociale. Renseignements : <atsa.qc.ca>.

AMINATA TRAORÉ

Invitée à Berlin pour une conférence, en avril dernier, l'essayiste, militante altermondialiste et ancienne ministre de la Culture du Mali, Aminata Traoré, s'est vue refuser par la France une demande de visa pour circuler en territoire européen. Grâce à un sauf-conduit délivré par le consulat allemand à Bamako, elle aura finalement pu prendre part à la conférence intitulée « Le Mali à la croisée des chemins : Après l'intervention militaire et avant les élections », mais sans pouvoir transiter par la France. Aminata Traoré estime avoir fait les frais de ses critiques virulentes contre l'opération militaire française au Mali et a dénoncé cette tentative de la bâillonner. Dans une entrevue accordée à *Relations* en 2011, elle soulignait déjà le musellement et l'intimidation dont sont la cible les intellectuels africains dissidents (« Aminata Traoré : une femme porteuse de changement », *Relations*, nº 747, mars 2011).

DÉRIVES

Alors qu'essaiment les documents de toutes sortes commémorant l'inventivité déployée lors du « printemps érable », le documentaire *Dérives* s'interroge sur un legs plus inquiétant de la contestation de 2012 : la banalisation de la répression policière, avec le concours tantôt tacite, tantôt direct de certains grands médias. Lancé en février dernier par le collectif 99%Média, le film soulève des questions troublantes sur la violence policière et la criminalisation de la contestation dans notre société. Alors qu'une enquête publique indépendante sur les agissements de la police le printemps dernier, réclamée par de nombreux organismes et citoyens, se fait toujours attendre, le documentaire *Dérives* fait œuvre utile en en rappelant la nécessité. Il peut être visionné gratuitement sur Internet : <99media.org>.